



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Le gouvernement l'a dit, nous sommes en état de guerre sanitaire.

Les personnels soignants qui alertent depuis 2 ans le gouvernement sur la crise de l'hôpital public sont épuisés, et le matériel nécessaire manque cruellement, à commencer par les masques et les combinaisons de protection. L'intersyndicale exprime sa solidarité et son total soutien aux personnels soignants ainsi qu'à tous les autres salarié.es obligés de travailler de jour comme de nuit au péril de leur santé et de leur vie.

Force est de constater qu'aujourd'hui le nombre de cas dans l'Orne est en forte augmentation malgré le confinement. Ce peut être, après 10 jours de confinement, des cas de contamination ayant eu lieu avant celui-ci mais aussi après.

En effet, nombre de salariés travaillent sans avoir la protection que lui doit son employeur (parfois l'État lui-même) vis à vis du risque sanitaire. Nous pensons aux personnels soignants en hôpital et à la ville (y compris en structure d'accueil comme les EPHAD, les EMS, ..) mais aussi à tous les autres travailleurs mis en danger : les forces de l'ordre, les salariés des magasins ouverts, les enseignants prenant en charge les enfants de soignants ou les permanences pédagogiques physiques, les agents territoriaux assurant la propreté de divers lieux, etc, ...(sans être exhaustif).

Il est nécessaire que chacun puisse avoir comme moyen de protection des masques, sur-lunettes de protection, charlottes, sur-blouses, sur-chaussures, du gel hydro-alcoolique et des serviettes à usage unique. La seule application des gestes barrières a montré son inefficacité avec une très forte augmentation du nombre de contaminés en France et dans le Monde, y compris chez ceux qui les mettaient en œuvre. Ils ne sont donc pas suffisants.

L'intersyndicale CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Orne demande à Madame le Préfet d'assurer la protection de l'ensemble de ces personnels et de mettre en œuvre une reconnaissance systématique des contaminations au Covid-19 de ces salariés comme accident du travail.

Depuis le début de la crise, plusieurs de nos organisations syndicales ont sollicité Madame la préfète sans aucun retour de sa part. Cela montre que contrairement au discours gouvernemental, le dialogue avec nos organisations syndicales n'existe pas.

Nous attendons une réponse urgente.